

# L'ÉCO



## de la semaine

19 au 23 Juin 2023

### Sponsors Officiels



### Sponsors Gold



### Sponsors Silver



### Partenaires



Rinah Rakotomanga : « Madagascar Airlines s’apprête à décoller » .....	3
Développement numérique : La digitalisation de l’état civil et de l’identité en essai .....	4
Projet PICAS-1 : Pour assurer la résilience de la population du Sud face aux chocs climatiques .....	4
Energies renouvelables : Madagascar entend investir dans l’hydrogène vert .....	5
Ligne FCE: réouverture du trajet Fianarantsoa-Manakara .....	5
Citroën contraint de se transformer en marque à bas coût .....	5
Commerce extérieur : Un partenariat intérimaire avec le Royaume-Uni .....	6
Préparation aux crises alimentaires: Madagascar élabore un plan de riposte .....	6
Monnaie : La pièce en or de 50 ariary lancée .....	7
Banque Centrale : 40 tonnes d’or monétaire de Madagascar, sur le marché international d’ici 10 ans .....	7
Accords sur l’hydrogène vert : Importation de 10 millions de tonnes par l’Union européenne vers 2030 .....	8
Filière Cacao: les experts délectent les fèves de Madagascar .....	8
« Il s’agit encore pour les Européens d’adopter une stratégie de sécurité pour une économie ouverte » .....	9
Exportation : Le MICC confirme la libéralisation du secteur vanille .....	10
Transports aériens : Les taxes renchérissent le prix des billets .....	10
Extension de la Centrale d’Ambohimambola .....	11
Casino attaque « La Lettre A » en justice, le média dénonce une « tentative d’intimidation » .....	11
Cours de devises : L’euro repart à la hausse .....	12
Soutien financier : La Banque mondiale prépare une autre aide budgétaire .....	13
Madagascar – Japon : Renforcement de la coopération bilatérale, mis en avant par l’AAAJM .....	13
Nouvel accord minier : la QMM efface les dettes de l’Etat et de la Jirama .....	14
Réchauffement climatique : « L’Afrique fait partie de la solution » .....	14
Ambatondrazaka : Une unité ODOF de transformation de tomates installée .....	15
Aides financières : Le FMI débloque 32 millions de dollars .....	16
Lutte contre la malnutrition : Fortes mobilisations pour sauver les moins de cinq ans .....	16
Fioul lourd pour la Jirama : Un camion-citerne accidenté hier à Ranomafana Brickaville .....	17
L’avion sera très prisé cet été.....	17

# Rinah Rakotomanga : « Madagascar Airlines s'apprête à décoller »

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 19 JUIN 2023

**Présidente du Conseil d'administration de Madagascar Airlines, Rinah Rakotomanga révèle les dernières informations de cette compagnie.**

**Quelle est aujourd'hui la situation de Madagascar Airlines sur le plan du nombre des vols?**

Madagascar Airlines aujourd'hui est en phase finale de préparation au décollage pour imager ou décrire la situation. Nous sommes en plein embarquement des passagers et bien entendu nous en avons en inad, comme on dit, donc nous allons essayer de les débarquer et chercher à remédier à la situation. Sur le nombre de vols, pour les vols intérieurs, nous essaierons de satisfaire autant qu'on peut la demande avec les moyens du bord mais sur ce point, je reste optimiste. D'ici mi-juillet nous aurons quatre ATR de disponibles pour assurer les vols intérieurs et d'ici fin juillet le cinquième entrera en service pour pouvoir desservir l'ensemble du territoire. L'objectif étant de le desservir deux fois par jour chaque destination. Nous étions partis de loin, nous avons commencé avec un ATR, nous en avons fait voler trois, rendu un qui était en fin de contrat et nous ferons voler les autres d'ici peu avec l'aide et la bonne volonté de tous les acteurs concernés. Et pendant la haute saison pour le long courrier Europe, nous allons opérer deux à trois vols par semaine pour rester mobile sur le marché européen. Nous allons travailler encore plus dur pour conclure dans les meilleurs délais possibles les avions en dry lease pour le long courrier car l'ACMI est trop coûteux pour nous. C'est une solution temporaire qui n'a que trop duré mais toujours est-il que les financiers nous suivent. Ceci est une autre paire de manche et un autre défi.

**Où en êtes-vous avec le plan de redressement?**

Vous voulez parler du redressement d'Air Madagascar et de sa filiale Tsaradia? Les actions y afférentes suivent leur cours normal. Le Tribunal va bientôt proposer la tenue de l'assemblée concordataire pour décider du sort des dettes de ces compagnies après la vérification faite par la Cour des Comptes sur les créances douteuses. Après cela, les deux structures auront la décision de justice les concernant incassamment. Sachant qu'il n'est pas question de liquider ces entreprises, il faut les sauver et les mettre sur les rails en réajustant leurs activités. Concernant Air Madagascar, elle deviendra un holding pour gérer ses placements dans ses cinq filiales et pour Tsaradia nous avons un projet pour la faire travailler

avec les compagnies privées et pourquoi pas reprendre le centre de maintenance qui devrait être un centre de profit en réorientant ses activités. Vous savez, tout est assez sensible dans le monde aérien et il faut savoir s'adapter au changement qui risque d'arriver à tout moment.

**Qu'en est-il de l'avenir d'Air Madagascar et de ses employés?**

Concernant les employés d'Air Madagascar et de Tsaradia, ceux qui souhaitent continuer après l'adoption du concordat, vont aller chez Madagascar Airlines avec toutes les obligations que cela incombe. Ceux qui veulent partir en rajout au départ volontaire et mise en retraite et démission, pourront partir vers d'autres horizons. C'est la liberté totale pour les salariés après. Sachant qu'à ce jour, ils n'ont plus de créances envers la compagnie car ils ont eu le statut de créanciers super privilégiés et donc leurs dus ont été régularisés au mois d'avril dernier comme promis. La règle au sein de Madagascar Airlines est claire, une obligation de résultats suivant le poste et la compétence requise.

**Quand l'Embraer e2 190 va-t-il débarquer?**

Je sais que cet avion est très attendu aussi bien du public que de nos personnels. C'est une grande bouffée d'oxygène pour nous. L'Embraer 190 E2 devrait venir avant la fin du mois de juin. C'était la promesse du Président et nous en avons fait la nôtre mais malheureusement cela accuse quelque retard en termes de livraison. Des contraintes techniques et financières nous obligent à revoir notre calendrier et on s'y attèle. C'est important pour nous son arrivée afin d'assurer la liaison inter îles et les liaisons comme Diégo – Tana, Fort Dauphin Tanà, Tuléar-Tanà qu'on fait habituellement en deux heures, ce serait en une heure dès la mise en service de cet avion. Il en est de même pour les vols régionaux avec une capacité plus grande et un confort très intéressant pour les passagers. Vous savez, les aléas de la vie existent mais la façon dont on se relève après des sabotages c'est l'essentiel. Nous y arriverons coûte que coûte, vaille que vaille. Nous devons en tant que compagnie nationale assurer le désenclavement de notre île et la liaison interne afin de contribuer au développement économique du pays.

**Votre avis sur le nombre des vols qui viennent et partent de Madagascar?**

L'objectif du gouvernement au début était d'avoir 500 000 touristes en 2023. Après le lockdown de deux ans, tous les spécialistes



de l'aviation civile prévoient une reprise du flux de voyageurs mondiaux en 2024. Mais la réalité du terrain a tout changé et a chamboulé le monde aéronautique comme à l'arrivée de la Covid, la guerre en Ukraine, les données ont changé car il y a la déclaration de zone de paix pour la zone océan Indien et de ce fait, le trafic reprend comme à son statut de 2019 voire à plus de 50% que cette année pour la zone océan Indien. Et mine de rien, la promotion de Madagascar faite par le ministère du Tourisme et le groupement d'hôteliers à Madagascar ont porté ses fruits. Donc progressivement, ici à Madagascar nous avons atteint le niveau de 2019. Les compagnies desservant Madagascar augmentent leurs fréquences et plusieurs ont déjà repris leur niveau de 2019. Nous n'avons aucun droit de les empêcher d'opérer car les secteurs du tourisme et du transport, à eux deux, constituent un levier de développement économique et social important.

Les compagnies sont les bienvenues mais nous souhaitons un open-sky maîtrisé afin de préserver quand même notre compagnie nationale. Sachant qu'à l'horizon 2025, l'Etat prévoit 1 000 000 de touristes, donc la compagnie nationale à elle seule ne sera pas capable d'assurer cela donc la coopération avec toutes les compagnies de desserte Madagascar est vivement recommandée et appréciée à sa juste valeur sans mettre en péril la situation de la nôtre.

# Développement numérique : La digitalisation de l'état civil et de l'identité en essai

MIANGALY RALITERA. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 19 JUIN 2023

**La commune urbaine de Toamasina accueille le lancement de la réforme de l'état civil et de l'identité, après deux ans de préparatifs. Cette solution technologique sera étendue au niveau de plusieurs communes d'ici la fin de l'année.**

Plus besoin d'aller dans les arrondissements pour déclarer la naissance d'un enfant. Plus la peine d'attendre plusieurs jours pour la délivrance d'un acte de naissance. Le système d'état civil et d'identité sera digitalisé. Cette réforme est en phase d'essai, à la commune urbaine de Toamasina, actuellement, grâce au plaidoyer du maire Nantenaina Rakotonirina. « Cette solution technologique est en pré-test, en vue d'un lancement officiel, vers la fin du mois de juin », déclare Volana Rakotonirina, directeur général du Centre national de l'état civil et de l'identité, auprès du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, vendredi, dans le cadre du lancement du laboratoire à Toamasina. Cette réforme fera gagner du temps, avec la diminution du temps de traitement. Les agents d'état civil vont travailler avec des appareils numériques, comme des tablettes, des ordinateurs, à la place des registres et des machines à écrire. Les maternités seront, également, dotées d'une tablette. Elles vont envoyer les informations de naissance, directement, à la commune. Et lorsque l'acte d'état civil sera prêt, le



Tout est en place dans la commune urbaine de Toamasina pour le lancement de la digitalisation de l'état civil.

citoyen sera informé par message.

## Base de données

Plus de risque non plus, que les papiers se détériorent ou soient réduits en cendres. Ce qui est, souvent le cas, en cas de catastrophes, comme les cyclones, les incendies. En outre, l'État va disposer, désormais, d'une base de données de l'état civil et de l'identité, au niveau central. Ce qui n'existe pas, jusqu'ici. « À notre ère, ne pas avoir un état civil n'est plus acceptable. L'objectif du développement durable de 2030 veut que tout le monde ait un acte d'état civil, ne serait-ce que toutes les naissances

au niveau mondial. Il est, de ce fait, indispensable que nous lancions cette réforme », enchaîne Volana Rakotonirina. Ce projet de digitalisation de l'état civil entre dans le cadre du Projet de Gouvernance digitale et de gestion de l'identité Malagasy (Prodigy), financé par la Banque mondiale. Il consiste à créer un registre d'état civil numérique accessible par tous les services publics. Une fois ce laboratoire validé, le projet s'étendra à d'autres communes. « Nous avons comme objectif de lancer ce laboratoire au niveau de trente communes, d'ici la fin de l'année », conclut Volana Rakotonirina.

# Projet PICAS-1 : Pour assurer la résilience de la population du Sud face aux chocs climatiques

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 19 JUIN 2023

**Un nouveau projet intitulé Pôle Intégré de Croissance Agro-industrielle dans le Sud de Madagascar, phase 1 ou PICAS-1 vient d'être lancé à Taolagnaro dans le cadre des Journées Internationales des Régions.**

Il s'agit d'un projet intégré financé par la Banque Africaine de Développement pour une durée de trois ans, soit jusqu'en 2027. « L'objectif consiste à contribuer à l'autosuffisance alimentaire et nutritionnelle et à la résilience de la population du Sud, notam-



ment des régions Anôsy et Androy face aux chocs climatiques », a déclaré le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Harifidy Ramilison, lors de son lancement officiel à Taolagnaro, la semaine dernière. Pour ce faire, le projet vise à aménager 6 micro-périmètres permettant d'exploiter en tout une superficie de 1 159 ha et à réaliser deux forages à gros débit pour alimenter les bétails et approvisionner en eau potable 6 000 personnes, tout en irriguant 31 ha de culture maraîchère. Des parcelles communautaires de 160 ha, appartenant aux ménages installés dans le cadre du projet Titre Vert, seront également aménagées, sans oublier la restauration de 2 000 ha de terres dégradées par la promotion des techniques agro-écologiques.

## Élément indispensable

En outre, des pistes de désenclavement d'une longueur linéaire de 52km seront réhabilitées et 3 réservoirs d'eau enterrés

dans le sable seront réalisés, étant donné que c'est un projet intégré. « Le transfert d'eau et la mobilisation des ressources en eau en vue d'exploiter toutes les ressources en eau existantes tels que les eaux souterraines, les fleuves ou la mer. Le projet PICAS-1 intervient également dans le cadre de la mise en œuvre du plus grand projet présidentiel visant à alimenter en eau la population du Sud en mettant en place des pipelines allant d'Efaho jusqu'à Ambovombe. Des tuyaux d'irrigation seront ainsi installés pour développer des exploitations agricoles tout au long du chemin des pipelines. En effet, l'eau constitue un élément important pour développer le secteur agricole et de l'élevage. Comme son nom l'indique, la promotion des transformations agro-alimentaires dans le Sud est également prévue. Le projet appuie ainsi les groupements de producteurs qui seront des fournisseurs de matières premières

agricoles aux petites et grandes unités industrielles locales », a enchaîné le ministre de tutelle. Pour sa part, le directeur pays de la BAD, Amoumoun Adam, a indiqué que la

BAD intervient également dans la construction et réhabilitation des infrastructures routières comme la RN12A, la RN13 et la RN10 en vue de faciliter l'accès des produc-

teurs aux marchés. « Ce qui va changer le visage des régions du Sud dans quelques années », a-t-il conclu.

## Energies renouvelables : Madagascar entend investir dans l'hydrogène vert

RAKOTO. | LES NOUVELLES | 19 JUIN 2023

Alors que plusieurs pays africains, dont la Namibie, le Maroc, l'Egypte et la Mauritanie, se lancent dans le projet d'hydrogène vert afin de réduire leur dépendance aux combustibles fossiles et d'accélérer l'accès à l'électricité, Madagascar envisage également cette possibilité. Le sujet a été abordé durant la deuxième édition du forum sur les énergies et industries du futur en Afrique qui s'est tenu en Allemagne les 14 et 15 juin. « Madagascar a une place à prendre dans le cadre de la transition énergétique en Afrique et dans le monde. Que des opportunités : l'hydrogène vert, c'est l'énergie du

futur. D'ici quinze à vingt ans, bon nombre d'avions et navires fonctionneront avec cette énergie. A titre d'exemple, le Sud du pays dispose de suffisamment d'espace pour accueillir des infrastructures adaptées afin que Madagascar puisse se positionner dans cette course à l'utilisation des énergies renouvelables et devenir un hub », a déclaré Solo Andriamanampisoa, ministre de l'Energie et des hydrocarbures, durant sa prise de parole à ce forum. L'hydrogène vert pourrait être le compromis le plus réaliste entre la protection de l'environnement, l'industrialisation de l'Afrique et la convergence éco-

nomique entre Nord et Sud, a-t-on indiqué durant cette rencontre. Et pour le MEH, Madagascar possède des atouts pour développer ce projet. L'utilisation de l'hydrogène comme carburant n'est pas nouvelle. Il est largement utilisé dans différents domaines tels que le carburant pour les voitures, le raffinage du pétrole, le traitement des métaux, la production d'engrais et la transformation des aliments. Selon les études menées dans cette filière, « L'hydrogène libère une quantité importante d'énergie lorsqu'il est utilisé comme carburant, presque trois fois plus que le diesel et l'essence ».

## Ligne FCE: réouverture du trajet Fianarantsoa-Manakara

RIANA R. | LES NOUVELLES | 19 JUIN 2023

**La ligne Fianarantsoa – Côte est (FCE) relie désormais Fianarantsoa et Manakara. Le ministère des Transports et de la météorologie a procédé à sa réouverture le 15 juin, après 18 mois d'arrêt.**

Opérationnelle. La ligne FCE est stratégique pour les régions Matsiatra Ambony et Fitovinany. Cette réouverture apporte un nouveau souffle pour les habitants, les producteurs et autres acteurs qui prennent régulièrement le train. Hors service pendant 18 mois, le train est arrivé à Manakara le 16 juin vers 3h. Des autorités étatiques ont été présentes lors de ce premier voyage. La remise en service de la ligne FCE fait suite à plusieurs opérations, d'après le ministère des Transports. Cela comprend l'assainissement et le renforcement du chemin de fer, mais également la mise en place du plan de redressement de la compagnie



ferroviaire Fianarantsoa – Côte Est, suite à une longue grève des employés pour des salaires impayés et des cotisations de prévoyance non régularisées. Notons que le trajet Sahambavy-Manampatrana est ouvert depuis le 10 avril 2023.

### Entretien

Concernant l'entretien de la ligne ferroviaire, le ministère a émis plusieurs recom-

mandations afin de pérenniser l'infrastructure, dont l'isolation à la circulation à moins de 5 mètres de la voie ferrée ou le respect du passage à niveau sur toute la ligne. La voie ferrée, longue de 163 km, comprend 18 gares, 48 tunnels, 67 ponts, quatre grands viaducs et passe par l'aéroport de Manakara. Pour rappel, en 2021, le chef de l'Etat a déjà remis quatre locomotives et quatre wagons passagers à la FCE. Un plan de redressement permettant de payer les salaires des employés et les pensions, impayés depuis plusieurs mois, a également été mis en place. Ce plan engendre aussi l'instauration d'un comité de redressement et d'une direction collégiale chargés de mener la procédure de redressement de la compagnie ferroviaire Fianarantsoa – Côte Est.

## Citroën contraint de se transformer en marque à bas coût

JEAN MICHEL NORMAND. | LE MONDE.FR | 19 JUIN 2023

**La baisse spectaculaire des ventes conduit Thierry Koskas, le nouveau patron des automobiles aux chevrons, à prendre un virage stratégique vers le low cost façon Dacia.**

Où va Citroën ? La question, récurrente, est devenue pressante. Les ventes du constructeur, en érosion constante, ont plongé en 2022, avec une chute de 16 % en Europe et de 19 % en France, où sa part de marché (30 % au milieu des années 1960) est passée sous les 10 %. Le groupe Stellantis a entrepris de repositionner la marque, dirigée depuis février par un nouveau directeur général, Thierry Koskas, qui cumule

cette fonction avec celle de responsable monde des ventes du groupe. Pour sortir de son image de constructeur généraliste sans aspérités, Citroën veut se poser comme « une marque populaire capable de rendre accessible la mobilité électrique », assène son nouveau patron, qui entend privilégier « la simplicité et la durabilité » de ses véhicules, tout en y associant « le confort et l'audace ». Cette orientation, dit-il, s'exprime à travers l'è-C3, une voiture électrique attendue début 2024 et dont le prix sera « inférieur à 25 000 euros », bonus écologique (5 000 euros en 2023) non déduit. Celle-ci devrait ressembler à un petit SUV et sera

produite à Trnava, en Slovaquie, après qu'il a été envisagé de l'importer d'Inde, où elle est aussi fabriquée sur une base technique plus fruste. Inutile d'être grand clerc pour constater que l'è-C3 se positionne en rivale de la Dacia Spring, l'un des modèles électriques les moins chers du marché (un peu moins de 21 000 euros hors bonus). Plus moderne, elle dispose aussi d'une autonomie supérieure (plus de 300 kilomètres annoncés contre 230 environ pour la Dacia).

### Sans sophistication excessive

Le nouveau directeur général de Citroën promet « d'autres modèles, petits, moyens et grands, qui seront totalement en ligne avec

l'è-C3 ». Pas question pour autant de suggérer que Citroën se positionne sur le même créneau que la marque roumaine, bien connue de Thierry Koskas, qui a passé vingt-deux ans chez Renault. « Nous ne sommes pas une marque low cost », se défend-il avec énergie, non sans admettre que certains modèles, dont l'è-C3, « seront compétitifs par rapport à Dacia ». Pourtant, les points de convergence entre le nouveau positionnement de la marque aux chevrons et les méthodes qui ont fait le succès du constructeur roumain sont troublants. Citroën promet un équipement « au bon niveau », c'est-à-dire sans sophistication excessive (pas de multiples écrans, par exemple), une gamme à la fois resserrée et ultra-simplifiée ainsi qu'un « prix net », autrement dit un tarif

compétitif mais n'ouvrant guère de marge à la négociation. Citroën fait du Dacia comme M. Jourdain faisait de la prose. Cet embarras perceptible semble quelque peu paradoxal au regard de la régulière montée en gamme – comme en prix – de la filiale de Renault qui a doublé, en 2022, Citroën pour se hisser à la troisième place sur le marché français. Dacia, en effet, a pris ses distances avec le low cost stricto sensu, tout en demeurant une redoutable machine à cash avec sa proposition de voitures sans chichis dont la Sandero, le modèle le plus vendu aux particuliers en Europe. Pour atteindre les objectifs fixés par Thierry Koskas (revenir rapidement à une part de marché de 5 % en Europe et vendre dans le monde un million de véhicules par an en 2025 contre 680 000



en 2022), Citroën va devoir vaincre sa réticence à revoir à la baisse le standing de ses voitures, exercice inhérent à une démarche centrée sur la démocratisation de la voiture électrique. Une approche à laquelle les constructeurs européens, sous la pression de la concurrence chinoise, commencent à peine à s'intéresser.

## Commerce extérieur : Un partenariat intérimaire avec le Royaume-Uni

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 JUIN 2023

**L'Assemblée nationale a approuvé hier le projet de loi sur le partenariat économique entre les membres de l'AFOA d'un côté, le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord de l'autre côté. Un pas important dans les échanges.**

Un coup d'éperon pour les échanges commerciaux. L'Assemblée nationale a adopté hier le projet de loi sur le partenariat économique entre les pays membres de l'AFOA

octobre 2019 et Madagascar a signé l'accord le 21 novembre 2021 à l'instar de trois autres pays membres de l'AFOA en l'occurrence Maurice, Seychelles et le Zimbabwe. Ce projet de loi permet d'intensifier les échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et Madagascar. On le sait, le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne en janvier 2020 mais a gardé ses relations avec les

en important des machines industrielles et du matériel plastique.

### Diversité des marchés

Trois points concernent Madagascar dans ce partenariat à savoir, l'ouverture du marché, la pêche et le développement économique. Le ministre Razafindravahy a précisé devant les députés que cet accord de partenariat avec le Royaume-Uni est bien conforme avec la projection de développement établi par le gouvernement. Ce partenariat est surtout favorable aux pays en développement en particulier Madagascar grâce à la diversité des marchés internationaux auxquels leurs produits auront accès. Les échanges en faveur des pays pauvres vont réduire considérablement l'importation et soignera de ce fait la balance de paiement déficitaire depuis plusieurs années. Le Royaume-Uni est un partenaire actif de Madagascar depuis longtemps. Les relations ont été gelées pendant un certain temps avant de reprendre de plus belle. Le Royaume-Uni agit dans le secteur maritime et économie bleue, développement de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. Le Royaume-Uni a également soutenu Madagascar lors de l'épidémie de Covid-19 en 2020-2021. Ce projet de loi passera encore par l'épreuve du Sénat avant sa promulgation.



Les ministres Edgard Razafindravahy et Yvette Sylla lors de la présentation du projet de loi à l'Assemblée nationale.

dont fait partie Madagascar, le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord. Présenté par le ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation et celui des Affaires étrangères, le projet a été soutenu par les ministres Edgard Razafindravahy et Yvette Sylla à Tsimbazaza. Ce partenariat a été validé par le Conseil des ministres le 22

pays membres de l'AFOA. L'accord donne une meilleure ouverture sur les marchés internationaux aux produits malgaches. Chaque année, les échanges commerciaux entre Madagascar et le Royaume-Uni sont estimés à 75 millions de dollars. Madagascar tire profit de ces échanges en exportant des produits de rente comme la vanille et

## Préparation aux crises alimentaires: Madagascar élabore un plan de riposte

ARH. | LES NOUVELLES | 20 JUIN 2023

Le gouvernement compte prévenir les crises alimentaires et protéger les moyens de subsistance des populations. Il est donc nécessaire de mettre en place un plan de préparation sur le sujet. A cet effet, le processus d'élaboration du plan de préparation

aux crises alimentaires est lancé. «Ce plan est placé sous la responsabilité du ministère en charge de l'Agriculture et de l'élevage (Minae) et fonctionnera en synergie avec le Projet de résilience des systèmes alimentaires de Madagascar (PRSA). Cette initia-

tive financée par la Banque mondiale vise à renforcer la résilience de la production alimentaire à Madagascar en cas de choc», apprend-on du Minae. La décision de se préparer à des chocs part effectivement du constat selon lequel les diverses crises mon-

diales successives ont fragilisé l'économie de la Grande île alors en proie à des crises d'insécurité alimentaire. Parmi ces crises, l'on citera, entre autres, la pandémie de Covid-19, les effets de la guerre en Ukraine,

les effets du changement climatique ou encore les cyclones et sécheresses répétitifs qui touchent le pays, en particulier le Sud. Ces différentes crises ont mis en lumière également le fait que de nombreux pays

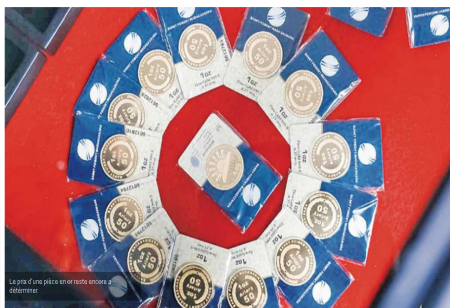
dont Madagascar ne sont pas préparés à répondre systématiquement et rapidement aux risques de crise d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

## Monnaie : La pièce en or de 50 ariary lancée

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 JUIN 2023

**La Banque centrale lance les 50 ariary en or. De nouvelles pièces ont été frappées pour marquer le 50ème anniversaire de l'institution.**

Pièces d'or commémoratives. Une journée à marquer d'une pierre blanche, ou plutôt d'une pièce d'or pour la Banque centrale de Madagascar, qui a lancé la cérémonie pour le début de la célébration de son 50ème anniversaire. Pour la journée d'hier, les premières pièces frappées avec les stocks d'or de la Banque centrale de Madagascar ont été présentées à Antananarivona. Ces pièces commémoratives seront vendues au public mais leur prix reste encore à déterminer, si l'on croit les propos de Aivo Andrianarivelo, gouverneur de la BCM. « Nous disposons d'un lot de cinq cents pièces d'échantillons pour la démonstration à l'occasion du 50ème anniversaire de la BCM, mais actuellement, nous essayons de déterminer



leur prix », explique-t-il. Prix et motifs. Le ministre des Mines et des ressources stratégiques, Olivier. H. Rakotomalala, quant à lui, a expliqué que « le prix d'une once d'or, soit le poids de cette nouvelle pièce qui est de 31,1 grammes, équivaut à 1955,3 dollars sur le marché international. La conversion en ariary donne environ 8.5 millions d'ariary ».

### Vendues au public

La nouvelle pièce a été frappée en Tur-

quie. Aivo Andrianarivelo, gouverneur de la BCM, indique avoir travaillé avec l'Istanbul Gold Refinery, deuxième plus grande raffinerie de métal jaune au monde après la Chine. Sur cette nouvelle pièce d'or sont gravés l'image du soleil avec le Stade Barea. Ces pièces d'or seront vendues au public. L'institution nationale qu'est la BCM a prévu d'émettre environ 5000 pièces d'or, mais ce nombre pourrait augmenter au vu de la demande, si l'on croit les propos du gouverneur de la BCM. « Nous avons initialement prévu d'émettre 5000 unités mais au vu de la demande, il se pourrait qu'on émette un autre lot de 5000 pièces d'or », assure-t-il. En parlant de forte demande, pour éviter toute forme de thésaurisation de la part de ceux qui en ont les moyens, la BCM limitera la vente à une pièce d'or par carte d'identité nationale, c'est-à-dire par personne.

## Banque Centrale : 40 tonnes d'or monétaire de Madagascar, sur le marché international d'ici 10 ans

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 20 JUIN 2023

**A termes, l'objectif est entre autres, de freiner la dépréciation de l'ariary, à travers les recettes en devises, issues de la vente de l'or monétaire.**

Historique. Le lancement, hier, de la célébration du cinquantenaire de la Banky Foiben'i Madagasikara marque un tournant décisif dans l'histoire monétaire du pays.

### Gage de qualité

D'un poids de 12,5 kilo, le lingot d'or raffiné de Madagascar est conforme aux exigences des normes internationales fixées par le London Bullion Market Association ou le LBMA. Selon les explications du gouverneur de la Banque Centrale, Aivo Handriatiana Andrianarivelo, le raffinage a finalement été confié à l'Istanbul Gold Refinery (IGR). Un gage de qualité quand on sait que l'IGR est classé numéro 2 mondial en matière de raffinage. L'or a été collecté par la Banque Centrale pendant 2 ans. La réserve d'or a été, par la suite, transformée en doré avant d'être envoyée en Turquie pour le raffinage. « L'opération relative au raffinage a

duré un mois », précise le Gouverneur qui ajoute que la Banque Centrale a prospecté dans d'autres pays européens pour le raffinage, mais a finalement opté pour l'Istanbul Gold Refinery.

### Négociations

Au début, l'objectif a été fixé à 4 tonnes d'or raffiné de la catégorie, 999.9 c'est-à-dire à 99,9% de pureté. « Mais en accord avec le Fonds Monétaire International, il a été décidé de produire une tonne dans un premier temps », continue le Gouverneur. Histoire de donner à Madagascar l'opportunité de mieux connaître et de s'adapter au marché international très exigeant en termes d'or monétaire. Par la suite, les 3 tonnes restantes seront produites et raffinées. L'or monétaire produit sera déposé dans le compte de la Banque Centrale à l'extérieur, dans la mesure où il fera l'objet de négociations à travers les règles du Gold Stock Exchange. « L'intérêt économique dans ce marché c'est que le pays pourra utiliser les devises issues de la vente de l'or monétaire

», explique Aivo Andrianarivelo. En tout cas, avec un objectif de 4 tonnes par an, il serait possible pour le pays de négocier 40 tonnes d'or monétaire en 10 ans.

### Formalisation

Une grande opportunité de collecter des recettes en devises, en somme pour Madagascar quand on sait que le cours moyen de l'once d'or, l'équivalent de 31,1 grammes, est actuellement de 1 958 dollars. Bref, les millions qui seront injectés par l'or monétaire malgache feront partie des réserves en devises que la Banque Centrale pourra utiliser pour stabiliser l'ariary sur le marché





interbancaire des devises. « L'objectif est de stabiliser, voire de donner beaucoup plus de

compétitivité, à l'ariary ». En ajoutant que le dollar ne doit pas dépasser les 5 000 ariary. Ce processus d'entrée dans le marché de l'or monétaire aura également le mérite de développer la filière locale. La Banque Centrale envisage en effet la reprise de l'achat de l'or brut auprès des opérateurs locaux. Une bonne option en tout cas pour la formalisation de la filière or qui reste dominée par le secteur informel à Madagascar.

#### Commemoratives

Notons que les pièces d'or de 50 ariary ont également été présentées, hier. Ce sont

des pièces d'or qui ont été fabriquées à partir des réserves d'or de la Banque Centrale. Comme il s'agit de pièces commémoratives pratiquées, d'ailleurs, par de nombreux pays pendant les grands événements, elles seront vendues au public tant local qu'international. 5 000 pièces seront vendues dans un premier temps. Avec une possibilité d'en produire autant que nécessaire. D'après les projections de la Banque Centrale, les 5 000 premières pièces seront écoulées rapidement. Le temps est plus que jamais à la ruée vers ...l'or.

## Accords sur l'hydrogène vert : Importation de 10 millions de tonnes par l'Union européenne vers 2030

ANTSIA R. | MIDI MADAGASCAR | 20 JUIN 2023

**L'Union européenne a signé des accords sur l'hydrogène vert avec plusieurs pays africains. Son importation de 10 millions de tonnes d'hydrogène vert, à partir de 2030, ouvre de nouvelles perspectives pour le développement de ce secteur à Madagascar.**

Rien qu'à elle seule, l'Allemagne a alloué deux milliards d'euros pour établir des partenariats en Afrique afin de réduire sa dépendance au gaz russe. Cette initiative renforce l'intérêt des investisseurs pour le potentiel de l'hydrogène vert en Afrique. La demande croissante d'hydrogène en Allemagne est estimée à 231 TWh d'ici 2032, 427 TWh d'ici 2040 et 598 TWh d'ici 2050. D'autres pays, tels que les Pays-Bas, la Belgique, le Japon et la Corée du Sud, se préparent également à importer massivement de l'hydrogène décarboné. Dans ce contexte, l'Afrique se positionne comme un acteur majeur dans la production d'hydrogène vert. Grâce à la baisse du coût mondial de production de l'hydrogène, l'Afrique pourrait exporter de l'hydrogène vert vers l'Europe à des prix compétitifs d'ici à 2030. Selon des études, le continent a le potentiel de produire jusqu'à 5 000 mégatonnes d'hy-



drogène par an à long terme, soit l'équivalent de la consommation énergétique mondiale actuelle.

#### En bonne position

Madagascar, avec son potentiel en énergies renouvelables, notamment solaire, est bien positionné pour devenir un acteur clé dans la production d'hydrogène vert. L'abondance des ressources en eau sur la Grande Île constitue un avantage supplémentaire pour la production de cette énergie propre. De plus, la position géostratégique de Madagascar en tant que carrefour maritime facilite l'exportation d'électro-carburants. La disponibilité de vastes ressources en énergie renouvelable à Mada-

gascar favorise la production d'hydrogène vert. Le coût modéré de la main-d'œuvre offre également des opportunités pour une production efficace de cette énergie verte et crée des perspectives d'emploi pour la population locale.

#### A la recherche d'investisseurs

Cependant, pour exploiter pleinement ce potentiel, des politiques incitatives, des investissements et une collaboration entre les acteurs gouvernementaux, le secteur privé et la société civile sont nécessaires. Madagascar cherche activement des partenaires techniques, financiers et des investisseurs pour soutenir son initiative dans la production d'hydrogène vert, contribuant ainsi à améliorer la qualité de vie des Malgaches. Le développement de l'hydrogène vert à Madagascar ouvre de nouvelles opportunités d'investissement et renforce la position de la Grande Île en tant qu'acteur clé dans la transition énergétique. L'hydrogène vert est prometteur pour répondre aux besoins énergétiques croissants, tout en réduisant l'empreinte carbone et en favorisant un avenir durable pour Madagascar et le continent africain.

## Filière Cacao: les experts délectent les fèves de Madagascar

ARH. | LES NOUVELLES | 20 JUIN 2023

Le processus suit son cours pour réattribuer à Madagascar son label «Cacao fin 100%». Les experts de l'Organisation internationale du cacao (ICCO), aux côtés des membres du Conseil national du cacao (CNC), sont en visite dans le fief du cacao malgache, dans la vallée du Sambirano, pour constater de visu le mode de production et de préparation du cacao, de la plantation jusqu'au conditionnement des fèves. En effet, après la réunion du Panel ad hoc de la filière cacao à Antananarivo la semaine

passée, ces experts de l'ICCO comptent bien voir de près comment les fèves malgaches sont produites et préparées. L'issue de ces visites devrait permettre à la Grande île de conserver le label qui lui a toujours été décerné, celui de producteur de meilleures fèves de cacao dans le monde. D'ailleurs, dans la mise à jour de la liste des pays inscrits à l'annexe C de l'Accord international de 2010 sur le cacao (AIC) et la révision de leurs parts d'exportation de fèves de cacao fin, Madagascar compte parmi les 20 pays

souhaitant faire partie de cette liste de l'AIC. L'on sait surtout que la Grande île est le seul pays africain à postuler à ce privilège des fèves rares avec ses 15.000 tonnes de production annuelle et ses 30.000 hectares de terres cultivées et exploitées par 30.000 producteurs.

#### Petite par la taille, grande par la qualité

Sylvain Velomora, secrétaire exécutif du CNC avait d'ores et déjà fait valoir que la part de Madagascar sur le marché international du cacao est petite par la taille mais



grande par la qualité des fèves. «Madagascar exporte la totalité des fèves de cacao produites. Comparée à la production mondiale s'élevant à 5 millions de tonnes, le pays ne couvre même pas 1% du besoin mondial. Mais en bénéficiant du label Cacao fin à 100%, la Grande île se démarque sur le marché et les promoteurs de la filière comptent bien défendre ce sacre», a-t-il consigné. A l'issue du Panel ad hoc et de la descente dans le Nord du pays, les experts de l'ICCO

ayant examiné les dossiers de candidature des 20 pays souhaitant faire partie de cette liste de l'AIC, formuleront des recommandations pour le développement et l'amélioration de la filière cacao, avec comme priorité la qualité et la durabilité de la filière cacao à l'échelle mondiale. Les résultats des évaluations devraient être connus d'ici le mois de septembre après validation du Conseil de l'ICCO.



## « Il s'agit encore pour les Européens d'adopter une stratégie de sécurité pour une économie ouverte »

ELVIRE FABRY. | LE MONDE.FR | 20 JUIN 2023

La Commission européenne est pressée de proposer le 20 juin une stratégie de sécurité économique qui permettra d'amorcer un débat au Conseil européen de fin juin. C'est un changement de paradigme pour les Vingt-Sept, qui ont bâti leur marché unique sur un modèle d'économie ouverte. Le contexte international l'impose. La sécurité nationale est devenue centrale dans la politique économique de Xi Jinping comme dans celle de Joe Biden pour lequel le monde est à « un point d'inflexion et les intérêts vitaux du pays sont menacés ». Certes la rhétorique de Washington a évolué. On ne parle plus d'un découplage de l'économie américaine et de l'économie chinoise, qui est aussi peu réaliste que souhaité par les entreprises américaines. Il s'agit comme les Européens de « dérisquer » : réduire les vulnérabilités liées à des dépendances excessives. Mais c'est bien un découplage technologique qui a été amorcé en octobre 2022 en coupant la Chine du savoir-faire américain de fabrication des semi-conducteurs.

### L'UE a ses intérêts et ses contraintes

Il s'agit de freiner la capacité d'innovation de la Chine dans le secteur militaire, et ce découplage va s'étendre à l'intelligence artificielle, aux supercalculateurs et à la biotech, qui sont eux-mêmes des amplificateurs de puissance pour le pays qui est à la frontière technologique. Une surenchère de mesures protectionnistes et de coercition économique entre les deux puissances prendrait les pays tiers en tenaille en les forçant à choisir l'un ou l'autre camp. Alors qu'au sommet d'Hiroshima du 30 mai les membres du G7 ont décidé de se coordonner pour « plus de résilience économique et de sécurité économique », les Européens entendent développer leur propre doctrine du « dérisquage » pour ne pas se contenter de s'aligner. L'Union européenne a ses intérêts propres et des contraintes spécifiques. Elle dépend plus de la demande extérieure

que les Etats-Unis. Le ratio des exportations rapporté au PIB était de 8 % pour les Etats-Unis en 2019 contre 15 % pour l'UE. Elle est aussi plus intégrée à l'économie chinoise que les Etats-Unis. Par ailleurs, la sécurité est une compétence des Etats membres. Il faut donc clarifier les objectifs des Européens.

### Les risques d'une Chine plus isolée, donc plus agressive

Washington et Bruxelles s'accordent certes sur l'évaluation du risque systémique que représente une Chine qui entend promouvoir un nouvel ordre international aux caractéristiques chinoises. Mais Washington veut préserver son leadership technologique et militaire, là où les Européens doivent encore décider s'ils veulent d'abord renforcer la résilience de leurs chaînes d'approvisionnement ou se montrer plus offensifs vis-à-vis de la Chine. Pékin a déjà annoncé la mise en place de contrôles et de possibles restrictions sur les exportations de plaquettes de panneaux solaires et de technologies de raffinage de minerais critiques dont elle a le monopole de fabrication. La capacité des Vingt-Sept à accélérer leur transition verte en produisant leurs propres technologies s'en trouverait limitée, alors que dépendre des seules importations signifie aussi s'exposer à un risque d'inflation des prix. Alors qu'un contrôle des investissements sortants est à l'étude et que la liste des restrictions aux exportations de technologies à usage dual pourrait s'allonger pour limiter les transferts de technologies, les Européens mesurent aussi le risque d'une Chine plus isolée qui pourrait devenir plus agressive.

### Situer l'enjeu au bon niveau stratégique

Par ailleurs, les Etats-Unis ont renoncé à plus d'ouverture de marché, y compris des pays tiers, en privilégiant une réindustrialisation du pays soutenue par des investissements publics massifs. Tandis que l'Europe se dote d'une politique industrielle tout en misant sur un commerce d'autant plus

nécessaire que l'approvisionnement en certaines matières premières est devenu stratégique pour les technologies vertes et numériques. Alors que Washington s'affranchit des règles multilatérales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Bruxelles défend le renforcement d'un système de règles de concurrence équitable. Il s'agit donc encore pour les Européens d'adopter une stratégie de sécurité pour une économie ouverte. On ne part pas d'une feuille blanche. Beaucoup d'initiatives vont déjà dans ce sens. Mais, au-delà de la cohérence d'ensemble qu'un narratif de sécurité économique pourrait apporter, l'enjeu de la Commission est de faire converger les Vingt-Sept vers une même appréciation des risques et de leurs intérêts en situant le débat au bon niveau stratégique.

### Arbitrages et un soutien politique des Vingt-Sept

Car l'usage plus ou moins défensif ou offensif des instruments de défense commerciale autonome (contrôle des investissements étrangers et des subventions étrangères, réciprocité dans les marchés publics, anti-coercition, ...) exigera des arbitrages et un soutien politique des Vingt-Sept. Au-delà des premiers grands projets industriels européens (hydrogène, batteries électriques...) et d'une flexibilisation des aides d'Etat pour la transition verte, il faut encore déterminer quelle est leur ambition d'investissement en commun pour couvrir tous les besoins de réindustrialisation. A l'ère de la sécurité économique, le marché unique n'est plus seulement un espace bâti sur des règles de concurrence strictes, mais bien un espace de mutualisation des capacités. Considérer que l'investissement d'un Etat membre bénéficie à l'ensemble du marché unique et que, pour certains approvisionnements stratégiques, il vaut mieux dépendre d'un autre Etat membre que de certains pays tiers, serait un changement notable de doctrine économique.

# Exportation : Le MICC confirme la libéralisation du secteur vanille

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 JUIN 2023

Les travaux du Sénat se sont poursuivis hier par une séance consacrée aux principaux produits d'exportation du pays, notamment la vanille, le girofle et le cacao. Trois filières auxquelles Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation, a apporté les éclaircissements nécessaires pour rassurer

ché libre en matière de vanille. Mais bien que le marché soit libre, cela requiert quand même des mesures de protection des agriculteurs qui produisent la vanille pour qu'ils ne soient pas trop lésés. C'est dans cet esprit de patriotisme que le gouvernement en appelle à tous les hommes d'affaires et tous les acteurs à prendre soin des agricul-



tous les esprits. Mais il a également parlé de la mise en œuvre du programme ODOF de son département. Par rapport aux diverses sollicitations mais également en réponse aux questionnements et inquiétudes qui ont circulé concernant la filière Vanille, le ministre a tout de suite mis les uns et les autres au parfum. « Jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas fixé de prix minimum et nous sommes en ce moment dans un mar-

teurs... », a-t-il expliqué. Dans le cadre de ces mesures de protection des agriculteurs, l'État avait fixé un prix-plancher à l'exportation de vanille, de 250 dollars le kilo, tandis que celui de la vanille verte sera acheté à 75.000 ariary. Cette décision a été prise pour que le prix de la vanille ne baisse pas. Cependant, les exportateurs et producteurs de vanille ont également décidé que l'exportation de la vanille sera libérée et que le

prix minimum de 250 dollars sera supprimé.

## Premier rang mondial

Quant à la filière Girofle, elle a été un succès cette année puisque la production a atteint 40 000 tonnes contre 25 000 tonnes auparavant. Le montant tiré de l'exportation de clous de girofle a atteint 224 millions de dollars. Madagascar se classe au premier rang mondial pour l'exportation de clous de girofle... mais se trouve au deuxième rang pour la production derrière l'Indonésie. Madagascar se classe également premier en « Cacao fin 100% aromatisé ». La Grande Ile a remporté une médaille d'or et deux médailles au concours organisé à Londres. Il n'y a pas si longtemps, les 12 et 13 juin derniers, Madagascar a accueilli la rencontre internationale « Panel cacao » (Meilleure qualité de cacao). Douze experts du cacao du monde entier et des représentants des pays impliqués dans le cacao ont participé à cette rencontre. Concernant les pépinières industrielles, Edgard Razafindravahy a indiqué que l'une des tâches importantes du ministère dont il a la charge est la mise en place du projet ODOF (Un district une usine) pour l'industrialisation du pays. Près d'une vingtaine de 20 districts ont déjà bénéficié de l'ODOF. 75 machines ont été importées et elles sont arrivées fin 2022. Elles sont actuellement en cours d'installation dans les districts de Madagascar. Ces importations sont entièrement financées par l'État.

# Transports aériens : Les taxes renchérissent le prix des billets

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 JUIN 2023

Les travaux du Sénat se sont poursuivis hier par une séance consacrée aux principaux produits d'exportation du pays, notamment la vanille, le girofle et le cacao. Trois filières auxquelles Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation, a apporté les éclaircissements nécessaires pour rassurer tous les esprits. Mais il a également parlé de la mise en œuvre du programme ODOF de son département. Par rapport aux diverses sollicitations mais également en réponse aux questionnements et inquiétudes qui ont circulé concernant la filière Vanille, le ministre a tout de suite mis les uns et les autres au parfum. « Jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas fixé de prix minimum et nous sommes en ce moment dans un marché libre en matière de vanille. Mais bien que le marché soit libre, cela requiert quand même des mesures de protection des agriculteurs qui produisent la vanille pour qu'ils ne soient pas trop lésés. C'est dans cet



esprit de patriotisme que le gouvernement en appelle à tous les hommes d'affaires et tous les acteurs à prendre soin des agriculteurs... », a-t-il expliqué. Dans le cadre de ces mesures de protection des agriculteurs, l'État avait fixé un prix-plancher à l'exportation de vanille, de 250 dollars le kilo, tandis que celui de la vanille verte sera acheté à 75.000 ariary. Cette décision a été prise pour que le prix de la vanille ne baisse pas. Cependant, les exportateurs et producteurs de vanille ont également décidé que l'exportation de la vanille sera libérée et que le

prix minimum de 250 dollars sera supprimé.

## Premier rang mondial

Quant à la filière Girofle, elle a été un succès cette année puisque la production a atteint 40 000 tonnes contre 25 000 tonnes auparavant. Le montant tiré de l'exportation de clous de girofle a atteint 224 millions de dollars. Madagascar se classe au premier rang mondial pour l'exportation de clous de girofle... mais se trouve au deuxième rang pour la production derrière l'Indonésie. Madagascar se classe également premier en « Cacao fin 100% aromatisé ». La Grande Ile a remporté une médaille d'or et deux médailles au concours organisé à Londres. Il n'y a pas si longtemps, les 12 et 13 juin derniers, Madagascar a accueilli la rencontre internationale « Panel cacao » (Meilleure qualité de cacao). Douze experts du cacao du monde entier et des représentants des pays impliqués dans le cacao ont participé à cette rencontre. Concernant les pépinières industrielles, Edgard Razafindra-

vahy a indiqué que l'une des tâches importantes du ministère dont il a la charge est la mise en place du projet ODOF (Un district une usine) pour l'industrialisation du pays.

Près d'une vingtaine de 20 districts ont déjà bénéficié de l'ODOF. 75 machines ont été importées et elles sont arrivées fin 2022. Elles sont actuellement en cours d'installa-

tion dans les districts de Madagascar. Ces importations sont entièrement financées par l'État.

## Extension de la Centrale d'Ambohimambola : Les grands travaux achevés à 25%, les équipements réceptionnés hier

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 21 JUIN 2023

**La mise en œuvre du projet d'extension de la centrale thermique à Ambohimambola avance à grand pas. La capacité supplémentaire de 105 MW sera disponible d'ici la fin de cette année, selon les responsables auprès de la Jirama.**

Une étape majeure a été franchie hier avec l'arrivée des matériaux importés d'Inde pour l'extension de la centrale électrique d'Ambohimambola. Ce projet, financé par les fonds propres de l'État malgache et initié par le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH), vise à résoudre les problèmes d'électricité à Antananarivo en ajoutant une capacité de production de 105 mégawatts au Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA). Selon les responsables du projet, les travaux sont actuellement en cours et ont atteint un avancement de 25%. La société Trigo Energy, chargée de la mise en œuvre du projet d'extension de la centrale thermique, prévoit l'installation de deux groupes supplémentaires dès le mois d'août, suivis de trois autres en octobre, et des deux derniers en novembre. Cette planification rigoureuse permettra de garantir que les 105 MW supplémentaires seront opérationnels dès le mois de décembre, venant ainsi renforcer la capacité de production actuelle du RIA.

### Capacité de production

L'objectif principal de cette extension

est de résoudre les problèmes récurrents de pénurie d'électricité auxquels fait face la Jirama, la compagnie nationale d'électricité de Madagascar. La centrale électrique d'Ambohimambola produira de l'énergie à moindre coût, offrant ainsi une solution durable pour répondre à la demande croissante en électricité dans la capitale. En étant directement financé par l'État malgache, ce projet permettra de réduire les coûts de production d'électricité par rapport aux importations. La nouvelle centrale thermique d'Ambohimambola sera opérationnelle d'ici la fin de cette année, mais compte tenu de l'urgence de la situation, les groupes pourront fonctionner progressivement. Une fois achevée, elle mettra fin aux problèmes de délestage et d'insuffisance de production électrique à Antananarivo. En effet, ces coupures d'électricité étaient souvent causées par une demande croissante dépassant la capacité de production existante.

### Calendrier

Le projet d'extension de la centrale électrique d'Ambohimambola concerne l'installation de sept moteurs de 15 MW chacun, fonctionnant grâce à l'énergie thermique du fioul. Selon les explications, la société chargée des travaux installera deux groupes au mois d'août, trois groupes au mois d'octobre et les deux groupes restant



au mois de décembre. Cette nouvelle capacité de production électrique permettra de garantir un approvisionnement stable en électricité pour la population de la région d'Antananarivo et contribuera à soutenir le développement économique du pays. Alors que les grands travaux avancent à un rythme soutenu, l'extension de la centrale électrique d'Ambohimambola se profile comme une solution concrète pour résoudre les problèmes d'électricité à Antananarivo. L'arrivée des équipements en provenance d'Inde marque une étape importante dans la réalisation de ce projet ambitieux, qui apportera un soulagement tant attendu à la population en mettant fin aux coupures d'électricité et en assurant une disponibilité accrue de l'énergie électrique pour tous.

## Casino attaque « La Lettre A » en justice, le média dénonce une « tentative d'intimidation »

ISABELLE CHAPERON. | LE MONDE.FR | 21 JUIN 2023

**Le distributeur accuse le média d'enquête de diffamation et lui réclame 13,7 millions d'euros, soit la perte de valeur boursière de Casino lors de la séance du 8 juin, où deux articles ont été publiés.**

Depuis que Casino est entré en procédure de conciliation afin de réduire sa dette, le 25 mai, pas un jour ne se passe sans un communiqué de presse ou un article sur les négociations en cours. La Lettre A, en particulier, suit de près les rebondissements de l'affaire. Trop ? Selon nos informations, la lettre confidentielle dans le giron d'Indigo Publications (Intelligence Online, Africa Intelligence, Glitz) a reçu de la part de Casino, le 15 juin, une citation directe

à comparaître devant le tribunal correctionnel de Paris. Le distributeur, par l'intermédiaire de son avocat Olivier Baratelli, accuse le média de l'avoir diffamé dans neuf articles publiés entre le 27 avril et le 14 juin. Il lui réclame, en guise de réparation, 13,7 millions d'euros, soit 1,7 fois le chiffre d'affaires du petit groupe de presse en 2022. Ce montant inhabituel dans une procédure en diffamation se justifie, selon Casino, parce que les articles de La Lettre A ont « conduit à une baisse de la valeur de l'action ». Le groupe calcule son préjudice économique sur la séance de Bourse du 8 juin. Ce jour-là, La Lettre A avait publié deux articles. Le premier, « L'ombre de désertions en série plane

sur le conseil de Casino », comporte des affirmations fausses et trompeuses, souligne la citation. Le second, titré « Rachat de Casino : InVivo jette l'éponge », est paru à 11 h 40, avant que les communiqués officiels soient diffusés, peu après 18 heures. Le cours de Casino avait chuté de 2,26 %, soit, selon l'assignation, une perte de valeur « directement imputable » de 13,7 millions d'euros, au regard de la capitalisation boursière du groupe dirigé par Jean-Charles Naouri. Un lien pourtant difficile à établir, alors que l'action Casino a perdu près de 47 % en un an, 78 % en trois ans.

### Des accusations à effet boomerang

Interrogé, Octave Bonnaud, rédacteur en



chef de La Lettre A, dénonce une « tentative d'intimidation » : « Cela ne nous impressionne pas. Nous continuerons à suivre Casino et la grande distribution. Mais cela soulève la question de savoir si un média peut poser un regard critique sur un grand groupe. » « Nous revendiquons le droit de publier des informations qui sont susceptibles de faire baisser un cours de Bourse. Si l'on suivait la logique de Jean-Charles Naouri, la presse économique ressemblerait à un bulletin météo qui annoncerait uniquement le beau temps », ajoute-t-il. Et de

glisser : « Quand M. Naouri a été entendu en garde à vue le 1er juin, le cours de Bourse de Casino a plongé de 9%. Est-ce que Casino va attaquer Le JDD ou l'AFP qui ont sorti l'information ? » Qui manipule le cours de Bourse de Casino ? C'est la question étrangement posée en filigrane de cette poursuite pour diffamation. Le distributeur stéphanois accuse, en effet, la journaliste de La Lettre A ayant rédigé les articles incriminés de « se livrer à une entreprise de déstabilisation (...) servant possiblement les intérêts d'un concurrent vorace ou des prédateurs qui voudraient s'approprier les actifs du groupe ». Et de préciser : « Il s'agit d'une entreprise, probablement commanditée », ce que le parquet, saisi en 2018 par Casino d'une plainte pénale pour manipulation de cours, devra déterminer, insiste l'assignation. En décembre 2015, l'activiste américain Muddy Waters avait publié un rapport au vitriol contre le distributeur français, jugeant sa structure financière bien plus fragile que ce que les comptes laissaient à penser. Depuis,

M. Naouri n'a cessé de dénoncer une campagne de déstabilisation menée contre Casino et ses holdings de contrôle par des vendeurs à découvert (ces financiers qui gagnent de l'argent lorsque le cours de l'action baisse). Les critiques avaient été reprises à l'automne 2018 par l'avocate Sophie Vermeille, mandatée par des investisseurs. En réponse, Casino et sa maison mère, Rallye, avaient porté plainte contre X pour « manipulation de cours, diffusion d'informations fausses ou trompeuses et délit d'initiés ». Des accusations à effet boomerang. M. Naouri s'est retrouvé lui-même en garde à vue à deux reprises, dont le 1er juin 2023, dans le cadre d'une enquête préliminaire pour « manipulation de cours en bande organisée, corruption privée active et passive » et « délit d'initié commis courant 2018 et 2019 », après un signalement de l'Autorité des marchés financiers qui enquête depuis 2016 sur la communication financière du groupe. Contacté, Casino n'a pas souhaité répondre.

## Cours de devises : L'euro repart à la hausse

MAMINIRAINY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 JUIN 2023

**Selon les cours de référence du taux de change de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM), l'euro valait 4 685 ariary il y a encore deux semaines pour atteindre 4 878 ariary hier. Le dollar poursuit la tendance mais avec une cadence moins rythmée.**

Après avoir retrouvé sa stabilité pendant le mois de mai, la monnaie locale perd des points face aux devises étrangères de référence. L'économiste Patrick Andriamisata parle de déséquilibre comme origine de cette situation. Au cours des trois premiers

de rentes trouvent moins de preneurs, et pour ceux qui en ont trouvés, les paiements n'ont pas encore eu lieu. De l'autre, les importations sont d'une plus importante hausse à l'approche de la fête nationale » observe-t-il. Selon les chiffres de la BFM, les exportations de biens ont enregistré un recul de 13,4 % au cours du premier trimestre, en raison du repli des principaux produits phares tels que la vanille, le girofle, le cobalt et les produits des entreprises franches. La quantité exportée de vanille

exportations de girofle. Elles ont ralenti de 16,3 % même si le prix s'est amélioré de 3,9 %. Pareillement, les exportations des entreprises franches ont affiché une baisse de volume de 9,3 % malgré le rebondissement de son prix de 7,4 %. Par ailleurs, les exportations de cobalt ont connu une contraction à la fois au niveau du volume (-33,8 %), que du prix (-50,1 %).

### Conjoncture mondiale tendue

Du côté des importations, les achats des biens d'alimentations ont augmenté de 39,1 % et ceux des biens d'équipement de 2,4 %. La valeur totale des importations durant le premier trimestre s'élève à 1,2 milliards de dollars, si celles des exportations sont à 830 millions de dollars. Cette dernière a été plus bénéfique pour le nickel qui affiche une progression des exportations de 30 % grâce à la hausse de 28,2 % du prix. Selon la BFM, la conjoncture économique mondiale reste tendue, malgré les premiers signes de reprise, suite notamment à la réouverture de l'économie chinoise. La performance économique mondiale a été baissière depuis 2022 mais devrait se redresser à partir du second semestre de 2023. Selon les estimations du FMI, la croissance du PIB mondiale devrait passer à 2,8 % en 2023, après avoir été de 3,4 % en 2022 et de 6,0 % en 2021.



mois de l'année « les indicateurs n'ont pas été au profit de l'ariary et la situation est restée quasi inchangée jusqu'en mai », estime l'économiste. La conjoncture est défavorable à double sens, « d'un côté, les produits

est passée de 955,1 tonnes en 2022 à 542 tonnes en 2023, soit une baisse de 43,3 %, ce qui a diminué la valeur de la vanille exportée de 41,1 %, au prix de vente autour de 250 dollars le kilo. Même chose pour les

# Soutien financier : La Banque mondiale prépare une autre aide budgétaire

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 JUIN 2023

**Le temps est déjà au bilan et l'amorce des perspectives pour Marie Chantal Uwanyiligira, la représentante résidente de la Banque mondiale, en partance vers d'autres horizons.**

La dernière valse. Marie Chantal Uwanyiligira, représentante résidente de la Banque mondiale sur le point de quitter le pays, a eu un ultime entretien avec Rindra Hasimbelo Rabarinarison, ministre de l'Économie et des finances, dans le bureau de celle-ci à Antananarivona avant-hier. Les deux personnalités ont fait un survol des partenariats entre les parties. Une occasion pour Marie Chantal Uwanyiligira d'annoncer que la seconde tranche de l'appui budgétaire de la Banque mondiale, 100 millions de dollars, est en préparation pour 2024. La première étant déjà actée par le Parlement durant son actuelle session ordinaire. Il reste une troisième tranche à négocier. Marie Chantal Uwanyiligira va être honorée ce vendredi au bureau de la Banque mondiale à Nosy par une exposition intitulée « Le chemin vers une croissance inclusive et résiliente : l'appui de la Banque mondiale » s'insérant dans le cadre du Partenariat pays 2023-2027. Puis il y aura la cérémonie d'au revoir. La Banque mondiale apparaît comme une institution



financière internationale incontournable pour Madagascar et sa population. Les chiffres du mois de mars attestent cette véritable perfusion financière pour maintenir à flot la situation critique de l'économie malgache. « Vingt-six projets nationaux et deux opérations régionales. Pour un portefeuille qui s'élève à 4,2 milliards de dollars pour Madagascar. Plusieurs domaines bénéficient de ce partenariat. La grande partie de ce financement est allouée aux infrastructures. Ce secteur bénéficie de 35% de l'ensemble, soit 1,495 milliard de dollars. Il est suivi par le développement durable avec 31%, équivalant à 1,302 milliard de dollars. Le développement humain vient en troisième position avec 25% du finance-

ment, soit 1,045 milliard de dollars. Et enfin, la croissance équitable, la finance et les institutions ont bénéficié de 393 millions de dollars, soit 9% du financement ».

## Couac

La Banque mondiale évoque aussi de projets phares, dont ceux approuvés récemment. Par exemple l'idée de « Connecter Madagascar pour une croissance inclusive », approuvée au mois de mars 2022 pour un montant de 400 millions de dollars. Il vise à améliorer la connectivité, la résilience et la gestion des routes principales dans certaines zones rurales de Madagascar, comme la RN10 et la RN31. Plusieurs autres allocations financières au profit de la résilience sous toutes ses formes ont été débloquées à coups de millions de dollars. Le seul couac aura été les dépenses inéligibles dans la gestion du projet Pagose de la Jirama. La Banque mondiale a exigé illico presto le remboursement des 634 719 dollars. Pour la Jirama toujours, la Banque mondiale a insisté sur l'application des tarifs Optima et Optima business pour rentabiliser l'exploitation de cette société d'eau et d'électricité, engluée dans les ténèbres depuis des années.

# Madagascar – Japon : Renforcement de la coopération bilatérale, mis en avant par l'AAAJM

ANTSIA R. | MIDI MADAGASCAR | 22 JUIN 2023

**Voahary Rakotovelomanantsoa est officiellement présidente de l'AAAJM (Association des Anciens et Amis du Japon à Madagascar), après la passation qui s'est déroulée hier. Elle a dévoilé un programme axé sur la promotion de partenariat pour une croissance mutuelle.**

« Concilier dynamisme et respect des réalisations, innovation et maintien de la culture, ainsi qu'un esprit de promotion des activités du Japon à Madagascar ». C'est par ces mots que la nouvelle présidente de l'AAAJM, Voahary Rakotovelomanantsoa, a présenté le fil conducteur de son mandat de deux ans. Lors de la cérémonie de passation avec son prédécesseur Hery Mandimbisoa Ranaivojaona, la nouvelle présidente a mis en avant sa volonté de promouvoir le Japon en tant que partenaire de croissance mutuelle de l'Afrique, dont Madagascar, après la TICAD 8 (Huitième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique). Selon les explications, cette vision se traduit par une stratégie et un programme d'activités de renforcement

de la coopération et des relations entre le Japon et Madagascar, à travers des activités en relation avec les volontaires japonais et les projets de la JICA (Agence japonaise de coopération internationale).

## Échanges

Sous la présidence de Voahary Rakotovelomanantsoa, l'AAAJM compte également organiser des rencontres amicales des communautés nippono-malgaches et des échanges culturels, ainsi que des cours de langue japonaise pour les membres de l'association. En outre, un Salon Japon – Madagascar sera organisé pour cette année fiscale, dans le cadre du renforcement de cette relation entre les deux pays, tant au niveau culturel et économique, que des transferts de technologies. « Durant ce mandat, il est important de renforcer le réseau entre les anciens stagiaires, la mise à jour de l'annuaire des membres qui constituent une importante ressource humaine qualifiée. Nous allons également œuvrer pour la continuité des activités prévues comme les ateliers de partage. La collaboration étroite



avec les différentes associations en lien avec le Japon sera également dans notre programme », a déclaré la présidente de l'association.

## Progrès techniques

Outre cette présentation de son fil conducteur, les réalisations de l'ancien président Hery Mandimbisoa Ranaivojaona ont également été présentées lors de la cérémonie d'hier à la Résidence du Japon à Ivandry. L'AAAJM a cité la réhabilitation et l'inauguration de la stèle au niveau du Boulevard de Tokyo, les ateliers de partage des bénéficiaires ABE, Initiative et des stages

de coopération de la JICA, l'organisation de campagne de sensibilisation « Ensemble luttons contre la Covid-19 », l'amélioration de la qualité des services et soins de santé,

avec l'application de l'approche qualité « 5S-Kaizen-TQM » dans les hôpitaux et formations sanitaires, etc. Bref, les activités de cette association se traduisent par des

contributions au développement de Madagascar et des actions de promotion de la coopération entre la Grande île et le Japon.

## Nouvel accord minier : la QMM efface les dettes de l'Etat et de la Jirama

RIANA R. | LES NOUVELLES | 22 JUIN 2023

**Alors que le contrat de convention d'établissement d'une durée de vingt-cinq ans, conclu entre la compagnie minière Qit Madagascar Minerals (QMM) et l'Etat malgache a pris fin en février 2023, les deux parties trouvent un nouvel accord, approuvé hier en conseil des ministres, plus avantageux pour le pays.**

Depuis juillet 2022, ce nouvel accord entre l'Etat malgache et la compagnie minière QMM, est au centre des négociations. Selon le rapport du conseil des ministres, ce nouveau contrat présente de nombreux avantages pour Madagascar, se rapportant sur 16 points. Le taux de redevance va augmenter de 2,5%, contre 2% dans le précédent accord. Les obligations fiscales pour QMM, sont par ailleurs maintenues, à l'exception de la taxe professionnelle et l'IFPB. Autres points saillants, l'effacement des dettes de l'Etat envers la compagnie minière d'un montant de 77,2 millions de dollars, relatives à l'augmentation de son capital en 2012 et 2015. A vrai dire, QMM a payé une avance à l'Etat malgache dans le dessein d'augmenter son capital. Dans le même registre, la QMM a également effacé les dettes de la Jirama, à hauteur de 3 millions de dollars. Le conseil des ministres rapporte également que l'Etat ne participera plus à la recapitalisation de la compagnie. Ses parts sociales resteront donc à 15% via lesquels l'Etat perçoit des dividendes et 20% des droits sociaux. En d'autres termes, l'Etat malgache ne partici-

pera plus au redressement de l'entreprise en cas de faillite, comme c'était le cas auparavant. Il s'agit d'une contribution dite «free carry non diluable» pour Madagascar, selon les précisions apportées.

A titre de dividendes anticipés, QMM versera immédiatement une somme de 12 millions de dollars pour le compte de cette année. En outre, la compagnie minière, basée à Taolagnaro, participera à la construction de la route nationale 13 (RN13), à hauteur de 8 millions de dollars, une fois le nouveau contrat entre en vigueur. Dans le précédent accord, la compagnie ne versait pas de dividendes à l'Etat malgache jusqu'au retour sur son investissement.

### Partage des bénéfices

Concernant le partage des profits, jusqu'en 2030, QMM devra verser 40% de ses bénéfices à l'Etat malgache même si elle n'a pas encore bénéficié de retours sur investissement de départ. Entre 2031 à 2048, ce partage des bénéfices passera à 60%, jusqu'au retour de l'investissement total. Le rapport du conseil des ministres a par ailleurs noté que QMM doit encore 704 millions de dollars à sa maison-mère Rio Tinto. Dans le volet social, QMM doit verser 4 millions USD par an, à titre de budget RSE (responsabilité sociale de l'entreprise). Ce budget sera augmenté de 2% par an. Sur les 4 millions dollars, 500.000 contribueront aux activités de reboisement, les 50% restants seront versés, la moitié aux communes affectées par le projet minier, et l'autre moi-

tié sera destinée à la région où est implanté son site d'extraction. La prise en charge du traitement des eaux usées sur le site de la compagnie fait également partie de ce contrat. Il en est de même pour l'installation de central d'énergie renouvelable à Taolagnaro d'une valeur de 35 millions dollars et qui devrait produire jusqu'à 20 MW d'électricité au profit des habitants de Taolagnaro. Dans la même foulée, la société minière devra faire un investissement direct d'une valeur de 5 millions dollars, afin d'obtenir un crédit carbone pour la préservation de la zone protégée de Tsitongambarika.

### Extension du projet

S'agissant de l'extension de ses activités d'exploitation, la compagnie devra verser 3,3 millions dollars à l'Etat, une fois qu'elle commence les exploitations sur le site minier de Petriky, et 15 millions dollars lorsqu'elle exploitera le site de Sainte-Luce. Pour rappel, les activités de QMM se concentrent actuellement sur le site de Mandena. Concernant ses futurs investissements, l'Etat s'engage à faciliter les procédures administratives à travers la mise en place d'un guichet unique. Un système de suivi des travaux est également prévu pour faciliter les échanges d'informations entre les deux parties. Le conseil des ministres note par ailleurs l'élaboration d'un projet de loi, à partir de certains points mentionnés dans ce nouvel accord.

## Réchauffement climatique : « L'Afrique fait partie de la solution »

| LE MONDE.FR | 22 JUIN 2023

**Le continent africain représente à peine 4 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, mais concentre de très nombreuses ressources, rappellent douze ministres de l'économie et des finances africains dans une tribune au « Monde ». Ils formulent trois mesures pour aider leurs pays à lutter contre le changement climatique et la pauvreté.**

Covid-19, conflit en Ukraine, dérèglement climatique, inflation... L'Afrique est secouée par des crises dont elle n'est pas responsable, sans que nous ayons pour autant notre mot à dire dans les décisions qui nous autoriseraient à y faire face. Nous proposons donc aujourd'hui trois mesures qui permettraient de soutenir nos pays

dans la lutte contre la pauvreté et le changement climatique, principalement en donnant à la Banque mondiale les moyens de tripler ses financements, pour prêter 1 200 milliards de dollars (1 098 milliards d'euros) aux pays à revenu faible et intermédiaire au cours des dix prochaines années. Les crises nous frappent de plein fouet. Si, en 2022, l'inflation aux Etats-Unis a atteint 9,1 %, l'impact sur nos Etats a été bien plus important encore, puisque l'inflation globale médiane en Afrique était de 10,3 %. La hausse des prix a même atteint 21,5 % au Nigeria et 33,8 % au Rwanda. Les mesures prises par les économies avancées pour y répondre ont exacerbé les difficultés auxquelles nous

sommes confrontés. Les efforts déployés par la Réserve fédérale pour contrer ce phénomène aux Etats-Unis, par exemple, entraînent une augmentation des paiements au titre du service de nos dettes, érodant encore davantage notre capacité de réaction face aux crises. Si les investissements nécessaires ne sont pas dégagés à temps, cela pourrait conduire à une « décennie perdue » pour le développement de notre continent – avec toutes les implications humanitaires et de stabilité que cela implique.

### Une majoration inexplicée

Pourtant, les possibilités d'investissement sont énormes. En ce qui concerne le

dérèglement climatique, l'Afrique ne fait pas partie du problème, mais bien de la solution. Le continent représente à peine 4 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, mais détient 60 % du meilleur potentiel solaire, 50 % de la capacité éolienne mondiale, 71,4 % du cobalt, 76 % du platine et 58 % du manganèse de la planète – des minéraux essentiels pour la transition énergétique du monde entier. Nous prenons déjà des mesures pour verdir nos économies. En 2021, 81 % de l'énergie du Kenya provenaient des énergies renouvelables. Mais, là encore, nous sommes freinés par un système international injuste et obsolète. Les pays africains sont confrontés à une majoration inexplicable lorsqu'ils cherchent à emprunter de l'argent sur les marchés des capitaux. L'Agence internationale de l'énergie montre que la différence de coûts d'emprunt pour les projets d'énergie verte entre les pays avancés et les nations africaines peut atteindre jusqu'à 13 %. Nous appelons donc le G20 à libérer en notre faveur la même marge de manœuvre budgétaire que celle qui leur est accordée pour répondre aux crises et investir dans l'avenir. Premièrement, le G20 devrait honorer sa promesse de rediriger 100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux, afin de fournir des liquidités et de renforcer les réserves de nos Etats. Les membres du G20 devraient pour cela combler le déficit de subvention du fonds fiduciaire pour la réduction de la

pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international et approuver le recyclage de ces droits de tirage spéciaux par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement, en particulier de la Banque africaine de développement, afin de fournir des prêts à faible coût aux pays et aux entreprises d'Afrique. Deuxièmement, nous devons trouver une solution aux problèmes de viabilité de la dette. Les Etats créanciers doivent se mettre d'accord sur un cadre crédible, transparent et rapide de résolution de la dette, incluant la dette privée. Troisièmement, nous avons besoin d'une augmentation significative des financements publics à faible coût. Une augmentation de la dotation de l'Association internationale de développement (IDA) de 93 milliards de dollars à 279 milliards de dollars au cours des prochains cycles de financement d'ici à 2030 aiderait les pays à faible revenu à renforcer leur résilience aux crises. La Banque mondiale existe en partie pour résoudre ce problème, puisqu'elle peut emprunter à des taux bas et transférer ces taux aux pays qui n'y ont pas accès. Mais elle ne parvient pas à le faire à l'échelle requise.

#### **Pas de temps à perdre**

Les pays africains à revenu intermédiaire ont besoin de beaucoup plus de prêts à faible coût de la part de la Banque mondiale. Cela pourrait être atteint grâce à des mesures visant à utiliser plus efficacement le bilan de la Banque mondiale. Les Etats

africains à faible revenu ont, quant à eux, besoin de beaucoup plus de financements concessionnels de la part de l'IDA, ce qui nécessite des capitaux supplémentaires de la part des principaux actionnaires de la Banque. Les donateurs pourraient doubler leurs engagements, ce qui permettrait de tripler les investissements. Pour les pays à revenu intermédiaire, une augmentation de capital et une utilisation plus efficace du bilan de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pourraient tripler les prêts annuels, pour passer de 33 milliards à 99 milliards de dollars, accélérant ainsi leur transformation économique et énergétique. Ensemble, ces mesures permettraient de dégager un total de 1 200 milliards de dollars supplémentaires au cours des sept années restantes avant 2030, date à laquelle, sur la base des tendances actuelles, il sera trop tard pour rester dans les limites de 1,5 °C. Les arguments en faveur de ces investissements sont solides, et il n'y a plus de temps à perdre. Si nous voulons saisir l'occasion du boom démographique de l'Afrique et répondre aux besoins climatiques urgents, des financements à long terme et à faible coût seront essentiels. Nous ne devrions pas avoir à faire un choix impossible entre répondre aux besoins d'aujourd'hui et investir dans notre avenir.

## Ambatondrazaka : Une unité ODOF de transformation de tomates installée

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 JUIN 2023

**La mise en œuvre du projet ODOF (One district one factory ou un district une usine) du ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation (MICC) s'est poursuivie hier à Ambatondrazaka.**

Dans le cadre du développement de la mise en place des pépinières industrielles, ce district va bénéficier d'une unité de traitement et de transformation des tomates. Les machines et équipements destinés à l'implantation de cette unité ont été remis hier à la population locale, par le ministre Edgard Razafindravahy, en présence des élus (maires et députés) ainsi que des différentes autorités de la région. Il s'agit d'une petite usine, capable de traiter jusqu'à une tonne de tomates par heure. L'objectif est de ne pas gaspiller ce produit unique et abondant à Ambatondrazaka et de permettre aux agriculteurs de le vendre sur le marché. La remise de cette machine et ses équipements a été vivement saluée par la population. Les députés présents n'ont pas



manqué d'adresser leurs remerciements à l'équipe du MICC sinon au gouvernement tout entier : « Notre demande a maintenant été exaucée. C'est ce qu'on appelle un gouvernement à l'écoute du peuple », ont-ils déclaré. Cette demande, ils l'avaient formulée depuis 2019, mais c'est maintenant que la réponse leur est parvenue.

#### **Appel à projet**

S'adressant à la population locale, le ministre Razafindravahy a répondu : « Le

plan élaboré par le Président a été réalisé ici dans le district d'Ambatondrazaka. Le septième Velirano est la promotion de la filière ». Comme dans les autres districts qui ont bénéficié d'unité industrielle de ce genre, un appel à projet a déjà été lancé en vue de trouver un entrepreneur dont la mission portera sur la gestion de l'usine. Un jeune étudiant, Hasina, qui était parmi ceux qui ont souscrit à cet appel, a été l'heureux élu. C'est un technicien qui a planifié un projet de transformation de tomates. Edgard Razafindravahy n'a eu ainsi aucun problème à trouver la personne recherchée pour gérer cette unité, et n'a pas hésité à solliciter le technicien pour discuter de la mise en œuvre du projet.

# Aides financières : Le FMI débloque 32 millions de dollars

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 JUIN 2023

En deux temps trois mouvements. Il n'a fallu que trente minutes pour le Conseil d'administration du Fonds monétaire international, FMI, réuni à son siège à Washington, pour décider de l'octroi des 24,44 millions de DTS, soit 32 millions de dollars pour Madagascar au titre de la quatrième tranche du programme Facilité élargie de crédit, FEC, conclu le samedi 21 février 2021 pour une durée de quarante mois. L'examen du rapport de la mission de revue du 3 au 12 mai, conduite par Frédéric Lambert, a abouti à un satisfecit global de la part des administrateurs du FMI. Même si dans son communiqué daté du 19 mai, Frédéric Lambert a fait savoir que « les performances du programme au cours du second semestre 2022 restent mitigées et trois des cinq objectifs macroéconomiques quantitatifs ont été atteints. Le plancher des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale a été manqué de peu. Le critère de solde primaire intérieur a été plus largement

dépassé à fin décembre principalement en raison de la faible collecte des taxes douanières pétrolières et ce, malgré les efforts des autorités pour contenir les dépenses. Ce solde devrait s'améliorer en 2023 suite à la conclusion d'un accord avec les distributeurs de pétrole fin décembre 2022 sur le règlement des dettes croisées avec le gouvernement ». Le cas délicat de la Jirama est aussi revenu sur la table lors du passage du dossier Madagascar au Conseil d'administration du FMI. Mais les examinateurs ont fait preuve d'une rare compréhension et d'indulgence. En estimant que « la plupart des sociétés africaines du même type font face aux mêmes difficultés causées par les problématiques du carburant ». Une circonstance atténuante pouvant conforter la Jirama dans ses travers.

## Bonne gestion

Au mois de mars, à l'acquisition de la troisième tranche de la FEC, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, ministre de l'Économie et

des finances, à l'immeuble Cador d'Ambatonakanga, au cours d'une rencontre avec les journalistes, a précisé que « tous les transferts de fonds de l'État vers la Jirama sont publiés de façon régulière, par mois. Et que désormais, il sera question de prêt sous forme de Bons du trésor spéciaux et non plus de subvention pour la Jirama ». Elle a aussi indiqué la bonne gestion de crédit « qui n'a jamais dépassé le seuil autorisé de 800 millions de dollars par an ». Au-delà de son montant, ce feu vert du FMI vaut un signal fort envoyé aux autres bailleurs de fonds sur la crédibilité du programme gouvernemental. Mais aussi une sorte de gage pour les investisseurs désireux de venir.

# Lutte contre la malnutrition : Fortes mobilisations pour sauver les moins de cinq ans

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 23 JUIN 2023

**En reconnaissance de ses efforts dans la lutte contre la malnutrition, le président de la BAD, Dr Akinwumi Adesina, a été désigné parmi 22 dirigeants mondiaux pour mener cette lutte à un moment critique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.**

Cette nomination renforce l'engagement du président de la BAD, l'institution qui a récemment mobilisé 72 milliards de dollars auprès de partenaires internationaux lors du Sommet de Dakar 2 sur la sécurité alimentaire et la résilience. En outre, la BAD s'engage également à investir 10 milliards de dollars dans le secteur alimentaire et agricole en Afrique au cours des cinq prochaines années. Ces efforts conjoints de la BAD et de ses partenaires contribueront à relever le défi de la malnutrition en Afrique et à offrir aux enfants un avenir plus prometteur.

## Alarmant

A Madagascar, près de la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique, selon les dernières statistiques établies. Ces enfants ne reçoivent pas une alimentation adéquate pour soutenir leur croissance et leur développement, ce qui a des conséquences graves sur leur santé. La malnutrition affaiblit leur système immunitaire, les rendant plus vulnérables aux maladies. De plus, les retards cognitifs et les problèmes d'apprentissage auxquels

ils sont confrontés peuvent avoir un impact durable sur leur éducation et leurs perspectives futures. En effet, la malnutrition est favorisée par la pauvreté et les difficultés d'accès aux aliments nutritifs, en particulier dans les zones rurales. Les catastrophes naturelles telles que les cyclones, les inondations et les sécheresses fréquentes aggravent également la situation alimentaire du pays en détruisant les récoltes. De plus, le manque d'accès aux services de santé de base, y compris les services de nutrition, constitue un obstacle supplémentaire à la lutte contre la malnutrition, rendant difficile la disponibilité des soins de santé et des programmes de nutrition.

## Initiative

Face à cette situation critique, la Banque africaine de développement (BAD) multiplie les actions pour sauver la vie de milliers d'enfants africains menacés de mourir avant leur cinquième anniversaire. Pour cette institution, il s'agit d'une course contre l'hécatombe des enfants du continent par la mise en œuvre du programme « Banking on Nutrition » en partenariat avec Big Win Philanthropy et Aliko Dangote Foundation. A noter qu'en 2016, la BAD a également lancé l'initiative ALN (Alliance des leaders africains pour la nutrition), un outil de plaidoyer visant à amplifier la nutrition en Afrique. Soutenue par l'Union africaine,

cette initiative encourage les dirigeants africains à investir une partie de leur budget dans la lutte contre la malnutrition. Les pays africains sont invités à mettre en œuvre des politiques et des interventions à travers l'agriculture, le système alimentaire et l'éducation, en collaboration avec les partenaires au développement.

## Des fonds mobilisés

Par ailleurs, la BAD a mis en œuvre son Plan d'action multisectoriel pour la nutrition, qui vise à mobiliser des ressources financières supplémentaires pour des investissements intelligents dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'éducation, la santé, la protection sociale, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). L'objectif est de réduire de 40 % le retard de croissance des enfants sur le continent d'ici 2025. Dans le cadre de ce plan, la BAD a alloué près de 2,8 milliards de dollars de son portefeuille d'investissements à la nutrition intelligente, avec des montants spécifiques alloués à la santé, à l'agriculture, au WASH et à la protection sociale.



# Fioul lourd pour la Jirama : Un camion-citerne accidenté hier à Ranomafana Brickaville

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 23 JUIN 2023

**Les difficultés d'approvisionnement en carburant figurent parmi les principales causes du délestage, selon la Jirama. Alors que le nombre de camions-citernes qui assurent le transport de fioul lourd est insuffisant, un d'entre eux a encore eu un grave accident.**

Coup dur pour la Jirama ! Un des camions-citernes qui transportent le fioul lourd pour approvisionner la centrale thermique d'Ambohimambola a eu un grave accident, hier vers 15h00, faisant des blessés. C'était à Sahamamy, commune Ranomafana du district Brickaville. En effet, cet accident aura des impacts significatifs sur le fonctionnement de la centrale qui produit une grande partie de l'électricité pour le RIA (Réseau interconnecté d'Antananarivo). Depuis plusieurs semaines, la société d'État et le MEH (Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures) ont évoqué une insuffisance du nombre de camions transportant le fioul lourd pour la centrale d'Ambohimambola,

depuis le port de Toamasina. Selon les informations fournies, seulement 6 camions par jour assurent ce transport, si la centrale thermique a besoin de 10 camions par jour, pour l'approvisionner correctement en fioul lourd et lui permettre de produire suffisamment d'énergie pour mettre fin au délestage.

## Évolution positive

Pour la Jirama, l'accident d'hier tombe mal, soit au moment où elle commençait à afficher un progrès, dans la réduction des coupures. D'après le programme de délestage communiqué par cette société d'État, la dernière coupure programmée s'est terminée hier à 17h30, traduisant donc la fin du délestage, du moins pour les heures de pointe qui se terminent normalement à 22h00. En effet, aucune annonce et aucune coupure n'a été constatée, hier, dans la capitale durant ce temps, et même jusqu'à tard dans la soirée, à l'heure où nous écrivons. Bref, si la Jirama a pu accroître sa produc-



tion d'électricité, grâce aux livraisons journalières de fioul lourd, cet accident à Brickaville risque d'interrompre cette évolution positive. Contactés hier au téléphone, les responsables auprès de la société d'État ont noté qu'aucune aggravation du délestage liée à cet incident n'est encore confirmée. De leur côté, les usagers s'attendent à un approvisionnement en électricité de qualité, durant le week-end. Si on se réfère au passé, la Jirama a tendance à assurer cette qualité, en période de fête...

## L'avion sera très prisé cet été

GUY DUTHEIL. | LE MONDE.FR | 23 JUIN 2023

**Malgré des tarifs élevés, la crise semble terminée pour les compagnies à bas coûts, qui retrouvent pour la saison une activité du niveau d'avant la pandémie de Covid-19.**

Cet été, les passagers seront de retour en masse dans les avions. Comme si les préoccupations écologiques passaient après le besoin de vacances. « Le niveau de remplissage de nos avions est supérieur à celui de l'été 2022 », se félicite Olivier Mazzucchelli, PDG de Transavia, la filiale à bas coûts d'Air France. Mieux ajoute-t-il, « le prix qu'un passager est prêt à payer pour son voyage est supérieur à celui de 2022 ». « Notre taux de remplissage est de plus de 90 %. [Supérieur] de 4 à 5 points » à celui de la saison dernière, poursuit le dirigeant. « L'anticipation de voyage est plus importante, alors qu'en 2022 les gens s'étaient réveillés plus tard » pour acheter leurs billets, pointe M. Mazzucchelli. Cela a permis aux compagnies de prévoir les capacités à mettre en œuvre, c'est-à-dire le nombre d'avions, et donc d'équipages. Fortes de cet afflux, les compagnies n'ont pas été incitées à modérer leurs tarifs. Au contraire, elles sont restées sur les montants atteints il y a un an. « En juin 2022, les prix ont explosé », signale le PDG. Les vols sur Transavia comme sur la concurrence sont restés au « même niveau de prix qu'en 2022 » quand ils avaient progressé de 15 % à 20 % « à cause de l'inflation et de la

hausse des prix du carburant », se défend-il.

## En pleine phase de transformation

Au pic de l'été, la compagnie disposera de 71 appareils. Une flotte qui monte en puissance. Avant la crise, Transavia ne comptait que 38 appareils. Elle est aujourd'hui en pleine phase de transformation. Pour moderniser sa flotte, la compagnie low cost, qui a bénéficié des milliards d'euros d'aide perçus par Air France, a troqué ses Boeing 737 ancienne génération, pour des Airbus A320 Neo neufs et beaucoup moins gourmands en kérosène.

Pourtant, malgré la hausse de ses cadences de production, Airbus est en retard pour la livraison. Le premier A320 Neo n'arrivera qu'en décembre. La conversion ne sera pas immédiate. « Cela va prendre de six à sept ans », confie M. Mazzucchelli. La centaine d'avions annoncée n'est pas pour tout de suite. Pour transporter tous ses passagers, la compagnie ne pourra compter sur « le renfort d'Air France », car les A320 ancienne génération ou même les A220 exigent une qualification différente de celle de Transavia, déplore la compagnie low cost. Clairement positionnée par sa maison mère sur le segment loisirs, Transavia est désormais la pointe avancée d'Air France. Celle qui détecte le plus tôt les nouvelles tendances. Cette année, la « destination phare, c'est la Grèce », confirme le PDG.

Celle qui enregistre la plus forte croissance de son trafic avec 20 % de passagers en plus par rapport à 2022. L'autre blockbuster de l'été pour la compagnie low cost, c'est la Turquie, où elle a ouvert trois nouvelles lignes. La crise semble donc terminée pour les compagnies à bas coûts. « A flotte égale, indique le dirigeant, la compagnie est revenue au même niveau qu'en 2019 ». Ce n'est



pas le cas de toutes. Notamment de celles qui avaient massivement licencié pendant la pandémie et qui aujourd'hui ont toujours toutes les peines du monde à recruter.

## Tous les appareils sont en vol

British Airways, qui s'était séparée de 6 000 salariés dans le cadre d'un plan de départs volontaires en 2020 et qui trois ans plus tard ne peut absorber totalement le retour de l'activité faute de personnel. Du côté d'Air France, ce ne sont pas les salariés

qui manquent, mais les avions. La compagnie fait savoir qu'elle a remis « 95 % à 96 % de sa capacité en activité ». Cela signifie que tous ses appareils sont en vol. « Mais il nous en manque », fait-on savoir. La compagnie n'a pour l'instant reçu que vingt des quarante et un long-courriers A350 qu'elle a commandés. Le 21e exemplaire doit arriver en juillet. Air France en serait presque à regretter de s'être débarrassée trop précé-

pitamment de ses dix gros-porteurs A380 pendant la crise. Au salon du Bourget, le super-jumbo, l'avion préféré des passagers, a fait un retour fracassant. Toutes les compagnies qui en possèdent, comme British Airways, Lufthansa, Singapore Airlines et surtout Emirates, les remettent en service pour absorber le surcroît de trafic constaté partout en Europe cet été. Une nouvelle venue, l'américaine Global Airlines, a

annoncé l'acquisition de quatre premiers A380 pour relier New York et Los Angeles depuis Londres. Quatre avions équipés d'une cabine haut de gamme, avec notamment une suite de première classe de trois mètres de long avec un lit double et des toilettes privées. A terme, Global Airlines veut disposer d'une flotte de cent appareils, dont de nombreux A380.

